

Unité Interdépartementale 25-70-90
8, rue du Peintre Heim
CS 70201
90004 Belfort Cedex

Besançon, le 18/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST

ROUTE DE ST-NICOLAS
90110 Rougemont-le-Château

Références : UID257090/SPR/ES/ST 2024 – 0409F
Code AIOT : 0005901919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST implanté Lieu-dit La Coiche Rue de Saint-Nicolas 90110 Rougemont-le-Château. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société CMNE a été mise en demeure (arrêté préfectoral du 07/09/2023) de respecter sous un délai de 6 mois les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 juillet 1995 par la mise en place de mesures techniques ou/et organisationnelles permettant de traiter pour des pluies de retour décennales l'intégralité des eaux issues des zones de stockage de granulats et de la zone imperméabilisée.

Cette inspection a pour objectif de contrôler le respect de cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Le point de contrôle relatif au trafic de camions de la dernière inspection est également inscrit à l'ordre du jour de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST
- Lieu-dit La Coiche Rue de Saint-Nicolas 90110 Rougemont-le-Château
- Code AIOT : 0005901919
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMNE est autorisée à exploiter une carrière de roche volcanique à Rougemont-le-Château, au lieu-dit « La Coiche », par l'arrêté préfectoral modifié n°1269 du 20 juillet 1995 pour une durée totale d'exploitation de 30 ans.

Le rythme d'exploitation autorisé est de 220 000 tonnes par an en moyenne et de 250 000 tonnes par an au maximum.

Les zones contrôlées lors de la présente inspection sont les travaux effectués au niveau des bassins de décantation des eaux pluviales.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Circulation de poids-lourds liée à l'activité de la carrière	Arrêté Préfectoral du 30/05/2017, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
2	Prévention des pollutions	AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait appel à un bureau d'étude pour étudier les solutions techniques adéquates et leur dimensionnement pour traiter les eaux pluviales de période de retour trentennale. Suite aux conclusions du bureau d'étude, l'exploitant a entrepris des travaux de modification de l'ouvrage de traitement des eaux pluviales. Le jour de l'inspection, ces travaux étaient en cours de réalisation. Leur achèvement est prévu avant la fin du mois de mars 2024.

Le constat de la réalisation de ces travaux et la justification du dimensionnement de l'ensemble du dispositif (rapport du bureau d'étude) montre le respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure susvisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation de poids-lourds liée à l'activité de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, trafic routier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en) t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : [...] Pour toutes les activités autorisées sur la carrière, le nombre de rotation (aller et retour) de poids-lourds est limité au maximum en sortie de carrière à: 90 rotations par jour, 1800 rotations par mois. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des Installations Classées un registre du nombre de rotations de poids-lourds enregistrées par jour sur la carrière.
Constats : Le porter à connaissance transmis à l'inspection le 21/03/2023 relatif à la prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter a été complété par une demande d'augmentation du nombre de rotations journalières et mensuelles des camions. Ce porter à connaissance a fait l'objet de demande de compléments de la part de l'inspection des installations classées. La version finale de ce dossier a été transmise le 28/02/2024 avec tous les éléments d'appréciation concernant les impacts et les enjeux concernés.

Ce dossier fera l'objet d'une consultation du public par voie électronique de 15 jours organisée selon les modalités de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La société Carrière et Matériaux Nord-Est (CMNE) exploitant une carrière sise sur le territoire de la commune de Rougemont-le-Chateau est mise en demeure de respecter les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1995 susvisé par la mise en place de mesures techniques ou/et organisationnelles permettant de traiter pour des pluies de retour décennales l'intégralité des eaux issues des zones de stockage de granulats et de la zone imperméabilisée (ces eaux sont celles qui transitent par les bassins de décantation situés à l'entrée de la carrière). Le respect de cette prescription doit être réalisé sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. À l'échéance du délai imposé, la société CMNE transmettra à l'inspection les pièces justifiant la réalisation et l'efficacité des mesures choisies.

Constats :

L'ouvrage initial de traitement des eaux pluviales circulant sur l'aire imperméabilisée de l'entrée de la carrière comportait 3 bassins de décantation de 65 m³ chacun et une pompe de relevage permettant l'évacuation des eaux du dernier bassin vers le bassin de décantation situé à proximité des installations de traitement des granulats.

Il avait été constaté lors de la dernière inspection (23 mai 2023) un rejet chargé en matières minérales dans le ruisseau "La Sainte-Catherine" montrant que cet ouvrage n'était pas suffisamment dimensionné et entretenu pour traiter les eaux pendant des périodes de pluies intenses.

À la suite de l'inspection du 23/05/2023, l'exploitant a pris l'attache du bureau d'étude ECR Environnement, pour réaliser une étude des solutions techniques et leur dimensionnement à mettre en place pour traiter des pluies d'intensité trentennales.

La solution retenue par CMNE (parmi les 2 proposées par ECR Environnement) est la création d'un bassin de décantation en aval du troisième bassin de décantation actuel. Le premier des trois bassins de décantation actuels fera dorénavant office de bassin de régulation de débit. Ce premier bassin rejettera un débit limité à 18 l/s vers le premier des 3 bassins de décantation, ces derniers étant reliés les uns aux autres par des surverses. Le débit de 18/L correspond à 80 % du débit maximal de la pompe de relevage située à la sortie du dernier bassin de décantation.

Les travaux de modification de cet ouvrage étaient en cours le jour de l'inspection. Ces travaux ont débuté le 14 février 2024. D'après l'étude d'ECR Environnement, le volume minimum nécessaire du bassin à construire doit être au moins de 62 m³. L'exploitant indique que le nouveau bassin aura le même volume que les 3 bassins existants (65 m³). L'achèvement des travaux est prévu avant la fin du mois de mars d'après l'exploitant.

Enfin, le bureau d'étude ECR Environnement préconise une période de curage des bassins d'environ 16 mois. Toutefois, cette détermination de périodicité étant basée sur de nombreuses données hypothétiques, l'exploitant devra assurer une surveillance régulière de l'efficacité des bassins de décantation.

Type de suites proposées : Sans suite